# L'hôpital public survivra-t-il au COVID-19 ?

Le 09-10-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

***ParJean-Michel Toulouse, Secrétaire national en charge du Programme du Parti de la démondialisation***

*17 mars 2020*

**C’est avec plusieurs semaines de retard que Macron s’est décidé à décréter le confinement total, après avoir autorisé le premier tour des Municipales et d’être contraint de reporter le second au 21 juin prochain (magnifique exemple de cohérence!). Pour faire figure honorable il est prêt à tout, cherchant à culpabiliser les Français - soumis à des injonctions contradictoires depuis des semaines - alors que depuis trois ans, il méprise les hospitaliers, supprime des lits et des postes, bloque l'indice de la Fonction publique hospitalière et s'est rmontré incapable de donner des informations fiables et claires sur les conduites à tenir face à la pandémie.**

---

Qui peut oublier que depuis plus d'un an les personnels hospitaliers sont entrés dans un mouvement continu de revendications qui unit toutes leurs professions : médecins, soignants, techniciens de santé, ingénieurs, administratifs. Quatre cents services d'Urgences en grève ont déjà signifié au gouvernement que les mesures proposées par Agnès Buzyn (qui a déserté son poste en pleine épidémie de Covid-19 pour se présenter aux municipales à Paris) ne sont que des miettes jetées avec mépris aux personnels[(1)].

Il y a peu un neurologue de la Salpétrière a vertement remis à sa place Macron venu, en bras de chemise blanche, faire son cinéma et jouer le président sensible aux difficultés des personnels ! Mais au-delà des paroles doucereuses rien n'a été annoncé par ce gouvernement depuis l'inquiétante épidémie du Covid-19, ni par Macron dans son allocution du 16 mars. Si ce n’est des banalités: « *la Nation soutiendra ses enfants qui, personnels soignants en ville, à l’hôpital, se trouvent en première ligne dans un combat qui va leur demander énergie, détermination, solidarité* » et d’ajouter «*Ils ont des droits sur nous. Nous leur devons évidemment les moyens, la protection.». Q*ue ne leur en a-t-il donné quand ils en demandaient pour les patients en priorité !

Macron veut désormais nous faire croire que l'hôpital public est prêt, alors qu'à cause de l'imprévision de son gouvernement, l'épidémie a atteint le stade 3 de pandémie. En fait les personnels sont épuisés et doivent, à moyens constants, faire face à la grippe annuelle, aux gastros habituelles, aux maladies saisonnières infantiles, aux fermetures de lits, à l'austérité budgétaire et en plus au Covid-19, même après le confinement total décrété le 16 mars. Ce gouvernement, comme les précédents, a réduit les moyens, rationné les équipements, supprimé des lits et des postes et ne fait que de la démagogie envers les Français et les hospitaliers !

Alors que cette crise devrait motiver nos « gouvernants » et les inciter à prendre des mesures de soutien drastiques et d'urgence nationale pour l'hôpital public, rien de significatif sur le plan de la prise en charge sanitaire n'est prévu ni budgété pour faire face à la catastrophe, pourtant annoncée, qui est là ! Prompt à calomnier la Chine (« Cet empire qui vacille » pouvait-on lire sur les écrans de BFM-TV!), la Macronie se permet de donner des leçons au monde entier alors qu'elle a pris un retard coupable pour faire face aux problèmes de son propre pays !

Car quels sont les moyens supplémentaires accordés aux hôpitaux, à la recherche, et à nos chercheurs pour trouver au plus vite un vaccin adéquat ? Nous n'avons que discours, enfumage et démagogie ! Les médecins et les personnels de première ligne qui sont exposés a cette épidémie apprécieront ! Le pouvoir a visiblement estimé qu'ils se satisferaient du déplafonnement des heures supplémentaires, aggravant encore plus le risque d'épuisement des personnels déjà au bord de la rupture ! Mais point d'effectifs supplémentaires, point d'équipements nouveaux, point de budget exceptionnel, point de lits installés en supplément ni dans les SAU ni dans les services ! Exception faite du changement d'affectation de lits déjà existants ce qui risque de mettre en difficulté d'autres services aussi indispensables et la vie des patients concernés, ni dans les SAU ni dans les services de réanimation contraints d'occuper les salles de bloc opératoire ou de réveil ! Et ce n'est pas le déploiement d'un hôpital militaire dans le Grand Est qui va résoudre l'afflux attendu de malades dans les

prochains jours.

**Redonner les moyens au service public de santé**

Alors qu'il est évident que seul un service public fort et de qualité serait capable de venir à bout de cette crise sanitaire, les responsables gouvernementaux n'ouvrent pas de lits supplémentaires, mettent en place les « Groupements Hospitaliers de Territoire », c'est-à-dire continuent à fermer des maternités, des SAU (service d'accueil des urgences transformés en accueil d'urgence au rabais qui ferment à 20 ou 22 heures) et des services de spécialités pour les regrouper dans les seuls établissements départementaux ou régionaux (CHRU).

Parallèlement, ce pouvoir traite avec un régime préférentiel le secteur privé à but lucratif pour lequel la soif de profit est le seul objectif. D'ailleurs c'est la même soif de certains spéculateurs qui les a conduits à faire monter artificiellement les prix des masques chirurgicaux et FFP2, ainsi que ceux des gels hydro-alcooliques, obligeant même le gouvernement à intervenir !

Au lieu de mettre en place un service public de santé national, bien équipé et avec un personnel formé et suffisant, au lieu de financer une recherche appropriée, ce pouvoir sort la loi LPPR (Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche), qui condamne à terme la recherche française et contre laquelle toutes les Universités se mobilisent, et de prétendues Communautés Professionnelles territoriales de Santé (CPTS), qui ajouteront un niveau de bureaucratie en plus ! On régionalise l'austérité au lieu de renforcer notre système de Santé ! Qui garantit que l'on sera aussi bien soigné dans l'Ardèche que dans le 6$^{e}$ arrondissement de Paris, alors que ce n'est déjà plus le cas depuis longtemps ? Tout ce dispositif macronien n'est-il pas un pas de plus vers les « euro-régions », livrées à BlackRock et aux capitaux privés des Assurances, chéries par les politiques du pouvoir actuel qui veulent leur brader nos retraites, car le « report » de la « réforme » des retraites n'est qu'un faux-semblant pour rendre plus crédible « l'Union nationale » prônée par Macron !) ? Les fonds de pension anglo-saxons sont à l'affût, au détriment de l'Etat et d'un système de santé publique répondant aux besoins du peuple. Où est donc l'indécent monsieur Minc avec sa « mondialisation heureuse » alors qu'une nouvelle crise économique mondiale pointe à l'horizon ?

La crise actuelle du Covid-19, met au grand jour la destruction de l'hôpital public et de notre système de santé, maltraités par vingt ans de politiques dictées par l'Union européenne et par le gouvernement actuel ! On a vu d'ailleurs quel genre de solidarité l'UE était capable de mettre en œuvre avec l'Italie : rien ! C'est la Chine qui lui a envoyé 7 millions de masques et pas Bruxelles !

C'est pourquoi le Pardem s'oppose de toutes ses forces à cette « Europe », à l'euro destructeur de notre industrie (au premier rang de laquelle notre industrie de santé qui n'existe plus en France depuis la disparition de la Compagnie Générale de Radiologie, livrée à General Electric comme récemment l'a été Alstom !).

Le Pardem soutient les revendications des personnels hospitaliers en grève depuis plus d'un an dans les services des Urgences. Il exige la mise en œuvre d'un plan anti Covid-19 en relation étroite avec les chercheurs-médecins et non pas décidé d'en haut par une bureaucratie discréditée. Il exige un Plan urgent de sauvegarde de l'hôpital public !

Certes la période est à l'action et avant tout les acteurs du service public de santé qui démontrent leur acharnement à faire leur métier le mieux qu'ils peuvent. Mais non Monsieur Macron, l'union nationale n'est pas à l'ordre du jour. Nous n'oublions pas toutes les mesures que vous imposez au pas de charge pour détruire le socle social et républicain de la France. Il ne suffit pas que vous geliez la réforme des retraites, il faudra la retirer tout comme la loi travail, la suppression de l'ISF, la contre-réforme des indemnités de chômage !

Union nationale ? Certainement pas car vous avez méprisé le plan d'urgence réclamé par les hospitaliers et tous les personnels de santé que cette pandémie Covid-19 rend aux yeux de tous si pertinent !

- Lire notre article analysant la loi Buzyn “d’Organisation et de transformation du système de santé” ETAT D'URGENCE POUR L'HOPITAL PUBLIC ! .

- - -

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire